

Déclaration préalable de la FSU au CTSD du jeudi 11 octobre 2018

Après une année d'exercice du pouvoir, l'orientation libérale de la politique gouvernementale est claire avec, de plus, une vision restrictive de la démocratie qui ne tient pas compte des organisations syndicales ni des associations. Les réformes décidées ou en cours visent à amoindrir les garanties collectives dans le privé comme dans le public et à remettre en cause le rôle de l'État comme garant des solidarités et de l'égalité sur l'ensemble du territoire. Les mesures fiscales favorables aux plus riches et aux entreprises n'ont pas relancé l'investissement ni l'emploi et ont au contraire dégradé un peu plus le pouvoir d'achat des salarié-es. Il s'agit d'un remodelage sans précédent de notre modèle social au bénéfice d'intérêts privés.

Les mesures négatives sur les retraites et certaines prestations (allocations familiales, APL déconnectées de l'inflation), une politique anti fonctionnaires sans précédent, en s'en prenant aux salarié-es, aggravent les inégalités.

La préparation du budget 2019 se fait une fois encore dans le cadre d'une baisse des recettes et du maintien de l'objectif de réduction des déficits publics au-dessous de 3% du PIB. Au vu des cadeaux fiscaux consentis aux plus riches, cela se traduira par une baisse des dépenses publiques et le décrochage des prestations sociales et un nouvel affaiblissement des pensions des retraités.

Le gouvernement n'a pas attendu le rapport CAP22 pour mettre en œuvre nombre d'orientations comme celles prévues dans les mesures « Refonder le contrat social avec les agents ». La politique gouvernementale se traduit par des attaques d'une ampleur inédite contre la Fonction publique et ses agent-es : statuts, suppression de postes (120 000 dans la fonction publique sur le quinquennat, 7 800 au budget 2019 pour la Fonction publique d'État), maintien du gel de la valeur du point d'indice, salaires, individualisation des rémunérations, démarche de contractualisations entre État et Collectivités territoriales, rôle des élus et des représentants des personnels, développement de la contractualisation, conditions de travail... Ces réformes ont pour objectif de mettre en place un projet social fondé sur la clientélisation des usager-es et un service public réduit à une offre de service inspiré du modèle marchand. Ce faisant, le gouvernement poursuit sa politique néolibérale et ne propose rien de moins que la rupture avec le modèle social de solidarité issu du CNR.

L'Éducation nationale n'est pas une priorité budgétaire du gouvernement. Le Ministre poursuit la mise en place de son projet pour l'École visant à bouleverser les finalités du système éducatif, ce qui creusera davantage les inégalités à l'opposé des urgences de démocratisation de l'école. Il impose un pilotage par le haut et par les évaluations, reléguant les enseignant-es à des exécutants niant ainsi leur professionnalisme. Pourtant, pour aller vers la réussite de toutes et tous en luttant contre les inégalités scolaires, prendre en compte et conforter le rôle de chacun des personnels, enseignant-es comme non enseignant-es, est primordial. La FSU alerte sur la culture de l'évaluation et le pilotage par les résultats qui conduisent à une école de la performance et de la concurrence qu'elle refuse. Les évaluations mises en place à l'entrée de l'école élémentaire, du collège et du lycée sont mal conçues et ne peuvent être utilisées au bénéfice des apprentissages. Elles ne contribueront pas à renforcer l'estime de soi des élèves et peuvent les conduire à un sentiment d'échec. La FSU appelle le Ministre à redonner la main aux enseignant-es.

Les annonces unilatérales de l'été dans le cadre de CAP22 prévoient l'augmentation du nombre de postes à profil, le recours accru aux heures supplémentaires, l'individualisation des rémunérations, la création d'indemnités versées en fonction de critères de performance en REP+ et les fusions d'académies.

Aujourd'hui, la préparation du budget 2019 est éclairante : 1 400 postes d'enseignant-es et 400 postes d'administratifs seraient supprimés. La FSU dénonce ces reprises d'emplois dans un contexte d'augmentation démographique. La « priorité au primaire » ne peut se faire par un redéploiement de moyens. Le second degré, de même que les services administratifs, verront leurs moyens amputés, alors que 26 000 élèves supplémentaires arrivent au collège à cette rentrée et que 59% des classes de lycée ont plus de 30 élèves. C'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels que le Ministre programme.

Par ailleurs, il annonce un changement de logique dans la politique d'éducation prioritaire. Il prévoit un statu quo de la carte de l'Éducation prioritaire en prévision d'une réforme approfondie menant vers une allocation progressive des moyens et de « récompenser la réussite au lieu de soutenir la difficulté ». A contrario, la FSU demande qu'un état des lieux soit fait, que des critères transparents et tenant compte des réalités de terrain (indicateurs scolaires, sociaux, PCS, IPS, ruralité, grande pauvreté,...) soient définis afin que des moyens soient attribués en fonction des besoins, en adéquation avec la volonté affichée de réduction des inégalités...

Les annonces dans la presse et la publication de différents rapports laissent entrevoir quelques pistes de la nouvelle réforme de la formation des enseignants envisagée par le ministère. Dans ce contexte, la FSU rappelle son attachement à une formation universitaire et professionnelle des enseignants, au maintien d'un même niveau de formation et de qualification pour tous les enseignant-e-s des premier et second degrés, à de véritables pré-recrutements qui ne se substituent pas à des moyens d'enseignement.

L'annonce au cœur de l'été d'un plan de fusions des académies pour les caler sur la carte des régions fait craindre une refonte en profondeur de l'organisation du système éducatif, plus technocratique, avec des moyens de subordination accrue des personnels et des mutualisations de services pensées au travers d'objectifs d'économies d'échelle et de suppressions de postes au détriment des conditions de travail des personnels, de l'emploi et d'une administration au service d'une politique éducative de la réussite de toutes et tous. Cela ouvre aussi la voie à des logiques de régionalisation de l'éducation. La FSU s'oppose à ces fusions d'académies.

Refusant cette idéologie inspirée du « nouveau management public » qui pense l'École comme une entreprise, qui vise à installer la concurrence entre les établissements et les personnels, à instaurer un pilotage par des évaluations tous azimuts, renforcer l'autonomie des établissements et des chefs d'établissements, déréguler le système éducatif pour mieux renvoyer à chacun la responsabilité de ses difficultés, la FSU, qui porte un tout autre projet d'École, qui défend un service public d'éducation de qualité, juste, ambitieux pour tous, appellera tous les personnels, dans le cadre d'une intersyndicale la plus large possible, à une grande journée de grève et de mobilisation le lundi 12 novembre prochain, afin de faire en sorte que la politique éducative actuellement menée change de CAP, dans l'intérêt de tous nos élèves.